

PERSPECTIVES

Battre en brèche les mœurs patriarcales

Page 4 - 5

Les femmes tout au bas de l'échelle

Page 6



PAIN POUR LE PROCHAIN ACTION DE CARÈME

Chère lectrice, cher lecteur,

Dans de nombreuses régions rurales du monde, les femmes travaillent la terre que les hommes possèdent. En Suisse, elles gagnent 20 % de moins pour un travail égal. De toute évidence, l'égalité n'est pas encore une réalité, même au XXI^e siècle.

Les inégalités entre hommes et femmes se manifestent dans tous les domaines de la vie et empêchent ainsi un développement durable et équitable. Loin de rester un objectif accessoire, l'égalité est indispensable pour que chacun et chacune puissent jouir au quotidien de leurs droits fondamentaux et vivre pleinement leur dignité inaliénable.

***Action de Carême* et *Pain pour le prochain* sont persuadées de l'importance d'appliquer une stratégie en matière d'égalité dans leurs organisations, dans la politique de développement et dans leurs programmes, afin de lutter contre la féminisation de la pauvreté. Nous œuvrons ainsi à davantage de justice, non seulement entre le Nord et le Sud, mais aussi entre hommes et femmes.**



Bernd Nilles,
directeur d'*Action de Carême*
Bernard DuPasquier,
directeur de *Pain pour le prochain*

CONTENU

INTERVIEW

« Au Nord comme au Sud, les hommes sont propriétaires »

Page 7

VUE DU SUD

« Une foi ancrée dans une existence heureuse »

Page 8

A VOUS DE JOUER !

Partage des tâches : qui fait quoi ?

Page 10

Impressum :

Une publication de *Pain pour le prochain* et *Action de Carême*, 2017

Rédactrice en chef :

Pascale Schnyder (pst)

Rédaction : Colette Kalt (ck), Tiziana Conti (tc), Daniel Tillmanns (dt)

Mise en page et réalisation :

Craftt Kommunikation, Zurich

Travail sur les photos : Schellenberg

Druck AG, Pfäffikon (ZH)

Impression : Druckerei Kyburz AG,

Dielsdorf

Tirages : 5161 de / 1573 français

Parait : quatre fois par an

Prix : CHF 5.- par donateur/donatrice

sont utilisés pour l'abonnement

Contact : *Pain pour le prochain*,

ppp@bfa-ppp.ch, 021 614 77 17

Action de Carême, actiondecareme

@fastenopfer.ch, 021 617 88 81



Alimata Traoré, présidente de la COFERSA, lors de la caravane pour le droit à la terre et à l'eau en avril 2016.

L'agriculture entre les mains des femmes

Au Mali, des paysannes se sont unies pour former une coopérative. Dans un domaine où les hommes avaient le monopole, ce sont aujourd'hui les femmes qui décident comment cultiver et vendre.

L'Afrique de l'Ouest dépend essentiellement de l'agriculture familiale. Les paysans y occupent une place primordiale, vitale pour assurer la sécurité alimentaire. En réalité, la main-d'œuvre agricole, tant pour les travaux de sarclage et de désherbage que pour les phases de transformation, de stockage et de transport des aliments, est essentiellement assurée par... les paysannes ! Malgré cet apport capital, les

femmes sont rarement sécurisées sur les terres qu'elles utilisent. Elles travaillent la terre, mais l'argent dégagé par la vente des produits reste dans les mains des hommes. De plus, la participation des femmes aux espaces de prise de décisions n'est pas acceptée et donc faible.

Fort de ce malheureux constat et convaincu que les femmes rurales sont un puissant levier du développement agricole, un

groupe de femmes maliennes a créé la Convergence des femmes pour la souveraineté alimentaire (COFERSA). Cette coopérative – engagée dans la Convergence ouest-africaine des luttes pour la terre et l'eau soutenue par *Pain pour le Prochain* – augmente le pouvoir économique et le statut social et politique de ses membres. Vente directe, mise en commun des ressources, formations et débats dans les villages

sont les principales activités de la coopérative qui ont notamment permis de valoriser les savoir-faire des femmes dans l'agriculture et de soutenir leur autonomisation. Alimata Traoré, présidente de la COFERSA témoigne : « Avant, nos membres ne pouvaient pas parler devant les hommes. Maintenant elles osent s'exprimer et défendre leur cause durant le conseil du village et dans des conférences. Au niveau des familles, il y a de la solidarité et de la reconnaissance pour leur engagement au sein de la COFERSA ».

Une réussite exemplaire

Aujourd'hui, la COFERSA contrôle toute la chaîne de production, du matériel agricole à la terre en passant par les semences. Son réseau de vente directe lui permet d'assurer des prix stables et justes à ses 4000 membres répartis dans 40 coopératives. Grâce aux négociations avec les autorités locales et les villageois-es, elles ont obtenu 1346 hectares de terres privées et 50 hectares de terres collectives. Elles ont également créé un centre de formation, de stockage et de conservation des semences. « De tout temps en Afrique, ce sont les femmes qui étaient chargées de la conservation des semences familiales. Nous ne faisons rien d'autre que de perpétuer cette pratique ancestrale pour demeurer maîtres de ce que nous mangeons » explique Alimata Traoré. Le modèle défendu par la COFERSA, et soutenu par *Pain pour le prochain*, propose un développement économique basé sur la pleine réalisation des droits humains et porté par l'agroécologie paysanne et la souveraineté alimentaire. — Maryline Bisilliat

Battre en brèche les mœurs patriarcales

Traumatisée par la guerre civile, la population a les nerfs à fleur de peau et cède facilement à la tentation de la violence, dont les victimes sont souvent des femmes. Pour faire cesser ce fléau, il faut associer les hommes aux démarches – une prise de conscience à la base des premiers « talleres de masculinidades ».



Cajamarca, 1800 m d'altitude, mars 2017

Il y a quelques années, *Action de Carême* et ses partenaires avaient organisé des ateliers pour combattre le phénomène répandu de la violence envers les femmes et offrir à ces dernières un cadre protégé dans lequel elles pourraient parler de leur rôle dans la société. Les conclusions de ces ateliers ont permis de formuler des stratégies permettant aux femmes de réagir à cette violence, tout en renforçant leur autonomie et leur confiance en elles au sein de la société.

L'équipe du projet s'est cependant rapidement aperçue que certains hommes se sentaient ex-

clus et réagissaient en redoublant de violence, de sorte qu'il lui a fallu concevoir un cours pensé pour satisfaire les besoins des hommes et l'offrir en parallèle aux cours qui s'adressent aux femmes.

Remettre en question le partage traditionnel des rôles

Jusqu'ici, nos partenaires ont réalisé neuf ateliers pour 140 hommes qui ont accepté de réfléchir à leur conception des rôles. Ces ateliers sont axés autour des questions suivantes : qu'est-ce qui est typiquement féminin ou masculin, quelles sont les tâches

que la société réserve aux femmes et aux hommes, quel est leur rôle respectif et comment pouvons-nous repenser ces modèles pour le bien de toute la société ? Les ateliers laissent une large place au débat sur la violence domestique, un phénomène très répandu, afin d'en déterminer les causes et les façons de la prévenir. Ils s'intéressent aussi à l'éducation des enfants et aux tâches domestiques pour savoir s'il est encore acceptable que les femmes s'en chargent exclusivement ou si les hommes ne devraient pas en assumer une partie. L'atelier veut ainsi amener les

participants à prendre conscience que les rôles qu'ils ont acquis au cours de leur existence ne sont plus nécessairement adaptés à la réalité d'aujourd'hui et à se résoudre à rompre avec la violence. L'évolution de leurs communautés s'en trouve stimulée, ce qui aboutit à un changement durable de la société. Les nombreuses expériences déjà recueillies au cours de ces ateliers ont transformé la vie des participants. Nous en présentons une sélection sur la page suivante. Ces photographies ont été prises lors du dernier atelier réalisé en mars 2017 à Cajamarca. — Colette Kalt

Lire et agir

Notre action

En Colombie, *Action de Carême* et ses partenaires locaux accompagnent des autochtones, des Afro-Colombiens et des personnes métisses qui appartiennent à la couche la plus pauvre de la société et dont 80 % habitent en milieu rural.

Votre soutien

Pour soutenir la réalisation des droits de la population rurale colombienne, versez un don sur le compte 10-15955-7, mention Colombie.



« Les hommes sont allés à l'école de la guerre. »

« Si nous voulons vaincre le machisme, il ne suffit pas d'interpeller les hommes ou les pères, il faut aussi que les familles, les enfants, les jeunes s'impliquent. »



« Toutes les religions sont patriarcales. La métaphore selon laquelle Dieu créa la femme à partir d'une côte de l'homme signifie ni plus ni moins que celle-ci lui est inférieure. Cela se manifeste aussi dans le mariage. »

« Etre humain se décline de diverses façons. »



Les femmes tout au bas de l'échelle

Dans l'industrie textile, les femmes doivent endurer la discrimination, les persécutions et le harcèlement sexuel. Des pratiques que combat la Fair Wear Foundation, un partenaire de *Pain pour le prochain*.

Aujourd'hui, la plupart de nos vêtements sont confectionnés par des femmes en Chine, en Inde et au Bangladesh. La majorité de ces 55 millions de couturières, qui touchent des salaires de misère, sont jeunes, célibataires, peu instruites et originaires de la campagne. L'industrie textile est l'un des rares débouchés qui leur permettent d'être économiquement indépendantes et d'aider leurs familles, mais sans une réelle émancipation. La quasi-totalité des femmes occupent les rangs les plus humbles des fabriques. Elles triment jusqu'à 16 heures par jour, sont souvent moins bien payées que leurs collègues masculins et doivent en plus endurer des actes d'intimidation et de harcèlement sexuel. Les fabriques ne font d'habitude guère cas de la protection maternité, pourtant prévue dans la loi : les femmes enceintes sont invitées à donner leur congé ou sont simplement congédiées avec effet immédiat. « Dans les fabriques où j'ai travaillé, les femmes sont traitées de manière inhumaine. On nous mène au doigt et à la baguette, on nous insulte et on nous tripote », s'indigne Sumi, une Bangladaise de 23 ans qui travaille comme couturière à Dhaka depuis l'âge de 14 ans.

L'indispensable changement de mentalité

« Dans l'industrie textile, la discrimination et le harcèlement

sexuel des femmes sont malheureusement monnaie courante », confirme Shatil Ara, coordinatrice de la Fair Wear Foundation (FWF) au Bangladesh. Fondée en 1999 aux Pays-Bas par des entreprises, des ONG et des syndicats, cette fondation a pour but d'améliorer les conditions de travail dans l'industrie textile, en particulier celles des femmes. Elle organise, dans les fabriques qui fournissent les marques connues, des formations pour les ouvrières, les responsables hiérarchiques et les cadres supérieurs, afin de les informer des droits des couturières et des façons de prévenir la violence sexuelle, le harcèlement et les injures dans les entreprises. La fondation a aussi créé un outil de formation en ligne pour sensibiliser les cadres aux problèmes des femmes et proposer des solutions.

Toutefois, si l'on veut réellement changer les mentalités, il faut renforcer à tous les niveaux le statut de la femme dans l'entreprise, car les postes de cadre sont aujourd'hui encore en mains masculines. « Les femmes harcelées par leurs collègues hésitent, souvent par honte, à en parler à leur supérieur. Lorsqu'elles prennent leur courage à deux mains, leur chef prend immédiatement parti pour l'homme », déplore Mohana. Aussi la FWF a-t-elle commencé à former des femmes afin qu'elles puissent occuper des postes de cadre ou



Shatil Ara, coordinatrice de la FWF au Bangladesh, encourage les femmes à défendre leurs droits.

de syndicaliste. Agée de 20 ans, Mohana vient d'achever une formation de contremaître et exhibe fièrement son diplôme. « Autrefois, je pensais que seuls les hommes pouvaient être contremaîtres, aujourd'hui, je sais que je peux même être cheffe de la production ou directrice », se réjouit-elle. — Pascale Schnyder

Lire et agir

Notre action

***Pain pour le prochain* soutient la Fair Wear Foundation qui s'engage pour des conditions de travail équitables dans l'industrie textile.**

Votre soutien

Grâce à votre don, les couturières apprennent à connaître leurs droits et à les défendre. CCP 10-26487-1

« Au Nord comme au Sud, les hommes sont propriétaires »

Dans le monde, le statut de la femme n'est pas assez reconnu. Par ailleurs, il y a une inégalité dans l'accès à la terre, aux crédits et aux moyens de production.

Quel est le rôle des femmes dans l'agriculture suisse aujourd'hui ?

Les femmes paysannes en Suisse sont actives dans le travail de la ferme, mais aussi dans le travail au sein du foyer et, souvent, dans la gestion des aspects administratifs. Nous constatons une augmentation des femmes qui ont un travail rémunéré à l'extérieur. Ce revenu d'appoint est très important pour le fonctionnement des exploitations agricoles, qui sont souvent en difficulté financière. Les journées sont longues et les vacances rares, surtout quand il y a du bétail à entretenir.

Quel est le statut de la femme paysanne en Suisse ?

L'homme est presque toujours chef de l'exploitation et propriétaire des terres et des bâtiments. La femme peut être salariée, co-exploitante, ou pas salariée du tout, comme ça arrive très fréquemment. Si elle divorce ou si le conjoint décède, elle sera très peu protégée et se retrouvera en dehors du système par rapport aux cotisations sociales. Le revenu reversé dans le compte commun sera difficile-



Valentina Hemmeler Maïga est ingénieure agronome et secrétaire syndicale d'Uniterre depuis 2006. Fondée en 1951, Uniterre est une organisation paysanne qui a pour but de promouvoir une agriculture familiale rentable à l'échelle locale. Elle s'engage pour la souveraineté alimentaire et la biodiversité. www.uniterre.ch

ment justifiable, sans parler de la force de travail qu'elle aura fournie. Si un contrat existe, c'est parfois le mari qui devra rembourser une partie de ce qui a été investi ou verser une pension alimentaire, ce qui peut mettre en péril la survie de la ferme.

Quel est son statut dans les pays du Sud ?

La problématique liée au foncier est universelle. Au Nord comme au Sud, la plupart du temps c'est l'homme qui est propriétaire des terres. Uniterre travaille avec la Via Campesina, le mouvement paysan international dont nous sommes membres, à la mise en place d'une déclaration sur les droits des paysannes et des paysans au Conseil des droits humains à l'ONU. Ce texte fait référence aux droits des agricultrices en termes d'accès à la terre, au crédit et aux moyens de production.

Que fait-on en Suisse pour améliorer cette situation ?

Au début des années 2000, un projet de sensibilisation appelé « Paysannes en toute conscience » a été développé par le Conseil agricole et l'Union des paysannes

suisSES. Dix ans plus tard, les questions liées au statut de la femme paysanne ont refait surface au Parlement. Ces dernières années, on cherche des solutions à apporter dans le domaine de la copropriété des terres et des bâtiments, et on travaille pour une meilleure représentation des femmes dans les structures décisionnelles des organisations paysannes.

Que fait-on pour que l'homme participe plus aux tâches moins reconnues ?

Je ne sais pas. La question a toujours été : « comment les femmes peuvent-elles faire plus et être plus reconnues », et pas forcément « comment les femmes peuvent faire moins et les hommes plus ». C'est le même problème que dans le reste de la société : le partage des tâches reste toujours relativement théorique. On est loin du 50/50.

Que reste-t-il à faire ?

Maintenant qu'on a fait un travail de sensibilisation important, il faudrait rectifier ces questions au niveau juridique et viser à transformer les structures pour permettre une vraie participation des femmes dans le monde paysan. Cette politique active devrait être menée dans tous les domaines des organisations paysannes tant au niveau cantonal que national. Cela va prendre du temps, mais petit à petit, on avance et on progresse.

— Tiziana Conti

Lire l'interview complète sur www.voir-et-agir.ch/hemmeler



Rosalina Lodripas-Tarrayo est chargée de programme chez CERD, le partenaire local d'Action de Carême aux Philippines.

« Une foi ancrée dans une existence heureuse »

« En 2004, nous avons lancé à Mondragon, dans la province philippine de Northern Samar, un programme visant à améliorer la gestion des ressources naturelles. Depuis lors, la vie des pêcheurs s'est améliorée à bien des égards. La pêche illégale a fortement décliné et les prises ont à nouveau augmenté. Les hommes et les femmes ont créé des organisations villageoises et formulent des plans pour réglementer la pêche. Au début, le fait que les mères réalisaient un travail bénévole dans l'organisation de pêcheurs était une source de conflit. A cette époque, une femme ne pouvait pas participer aux assemblées sans l'autorisation de son mari.

De plus, ce dernier hésitait à lui confier de l'argent, craignant qu'elle ne sache pas l'administrer. L'équipe du projet a alors affiné sa démarche et sa stratégie. Il ne suffisait en effet pas de sensibiliser les personnes à l'écologie, il fallait aussi que les ménages de pêcheurs évoluent. La question était alors de savoir

comment renforcer les communautés de pêcheurs tout en améliorant la qualité de vie des familles. En 2005, CERD a commencé à donner la priorité à l'épanouissement des ménages, ce qui a abouti à l'adoption d'une nouvelle approche centrée sur la famille, cellule fondamentale de la société. L'une des caractéristiques de cette approche est que toutes les personnes qui y vivent ont les mêmes droits et doivent donner leur accord à l'équipe du projet. Un contrat familial est formulé avec l'aide d'un psychologue, phase durant laquelle il est important de créer la confiance. Il s'agit ensuite de déterminer les capacités et les préférences des membres du ménage, mais aussi leurs craintes, leurs pro-

blèmes et leurs rêves. Chacun est associé à l'établissement du budget du ménage, qui implique la présentation des revenus et des dépenses. Cette approche s'écarte du modèle classique, dans lequel l'homme est le chef de famille, et permet d'analyser le partage des tâches en faisant abstraction des rôles traditionnels. Sa finalité est aussi de déterminer les tâches accomplies par chacun et d'indiquer si la division du travail est équitable. Il est tenu compte non seulement du travail rémunéré, mais aussi de l'engagement communautaire, comme le rôle à tenir en cas de typhon. La famille Mahinay, qui compte cinq membres, était

« Il s'est rendu compte que la tenue du ménage était une lourde tâche pour sa femme. »

Rosalina Lodripas-Tarrayo

l'un des ménages qui ont participé au projet pilote. Après l'établissement du budget, chaque membre savait de quelle somme disposait la famille et à quoi elle la consacrait. Ils se sont aussi aperçus que certaines de leurs dépenses étaient superflues. Quant au mari, il a réalisé que

pour les dépenses quotidiennes n'était pas suffisant et que la tenue du ménage était une lourde tâche pour celle-ci. La famille Mahinay a passé au crible la division du travail et a reconnu que hommes et femmes doivent être traités sur pied d'égalité et que ces dernières ne sont pas simplement des « taong bahay » (ménagères). Ceci leur a permis de mieux réagir aux typhons Melor et Nock-ten de 2015 et 2016, car chacun savait ce qu'il avait à faire. Toutefois, l'essentiel est ailleurs : aujourd'hui, les membres de la famille Mahinay s'entraident et ne se disputent plus, même lorsque les fins de mois sont difficiles. Ils ont en effet appris à comprendre la situation et le rôle des autres.

EN CHIFFRES

7

Les Philippines occupent la 7^e place du Global Gender Gap Index 2016. La Suisse se situe en 11^e position.

901

A Mondragon, au nord de l'île de Samar, 901 personnes vivent de la pêche.

73

Parmi les 901 pêcheurs de Mondragon, seulement 73 sont des femmes.

JOURNÉE DES ROSES

Des roses qui ne piquent pas et sentent bon la solidarité. Merci Coop !



Le 25 mars, des bénévoles ont vendu des roses dans toute la Suisse en faveur de projets soutenus par *Pain pour le prochain* et *Action de Carême*.

Depuis de nombreuses années, *Action de Carême* et *Pain pour le prochain* organisent dans le courant du mois de mars la Journée des roses. Ce samedi-là, dans les villes et les villages suisses, ce sont des milliers de bénévoles qui proposent une rose pour 5 francs. A la fin de la journée, plus de 100 000 fleurs ont trouvé preneur. Labellisées Max Havelaar, les roses offrent aux employées et employés de la ferme Oserian au Kenya de bonnes conditions de travail et un salaire équitable. Certifiée « fairtrade » depuis 2003, cette ferme a également mis sur pied un système de primes équitables à l'attention des employés et de leur famille afin de promouvoir l'accès à l'éducation et aux soins médicaux.

Un partenaire de choix

Pour assurer le succès de la Journée des roses, *Pain pour le prochain*

et *Action de Carême* peuvent désormais compter sur le généreux soutien de la Coop qui fournit les fleurs de la ferme Oserian. « Le succès de cette action est sans aucun doute la convergence de l'ensemble des protagonistes vers la réalisation d'une action durable, respectueuse des êtres humains et de l'environnement. » se réjouit Matthias Dörnenburg, co-responsable du département marketing d'*Action de Carême*.

Des roses qui ne fanent pas

Une autre nouveauté pour l'année 2017 est l'application « Give a rose », qui permet d'offrir une rose digitale sans risquer de se piquer les doigts. Nous vous invitons à l'utiliser pour offrir à la personne de votre choix une rose à 3 francs, trois roses pour 8 francs ou un bouquet pour 25 francs. L'heureuse élue ou l'heu-

reux élu recevra sur son téléphone portable votre présent, ainsi que le message que vous lui aurez adressé. Votre rose sera également visible dans notre champ virtuel comprenant l'ensemble des roses offertes. Mais le plus important reste l'utilisation qui est faite de l'argent ainsi récolté. Lun des projets bénéficiaires se situe en Amérique latine.

Préserver la diversité des variétés de semences

Pour les Mayas du Guatemala, le maïs est une plante sacrée. Dans leur mythologie, les êtres humains ont été créés à partir du maïs et ils s'appellent eux-mêmes les « hommes de maïs », les hommes de maïs. Avec l'argent récolté grâce à l'application « Give a rose », *Action de Carême* et *Pain pour le prochain* soutiennent des familles paysannes dans leur lutte contre les pratiques commerciales des multinationales de l'agroalimentaire qui cherchent à faire disparaître le maïs indigène. Les multinationales proposent leurs semences de laboratoire à des prix très alléchants, mais leur maïs ne pousse qu'une à deux années, et à condition encore qu'on y ajoute des pesticides et de l'engrais vendus à prix fort. Le rendement chute ensuite fortement. Les petits paysans sont alors contraints de s'endetter, car ils n'ont plus les moyens d'acheter à nouveau des semences, pesticides et engrais.

— Daniel Tillmanns

ENTREPRISES RESPONSABLES

La France adopte le devoir de diligence

Le 24 mars passé, la France est devenue le premier pays d'Europe à promulguer une loi qui impose aux entreprises un devoir de diligence conforme aux Principes directeurs de l'ONU relatifs aux droits humains et à l'environnement. Ces progrès contrastent avec la frilosité du gouvernement suisse : en décembre 2016, il a certes approuvé un plan d'action pour mettre en œuvre les Principes de l'ONU, mais ce dernier s'avère inefficace et, en janvier 2017, il a proposé de rejeter l'initiative pour des multinationales responsables, qui postule l'adoption de ce devoir de diligence. Les Chambres fédérales doivent encore se prononcer.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

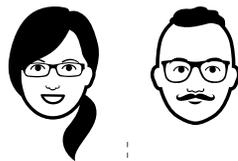
Villes en mutation

De plus en plus de villes se rallient à la notion de développement durable. Berne est, depuis le 13 février 2017, la plus grande « ville du commerce équitable » de Suisse. L'an passé, la ville de l'Aar a ainsi convaincu une centaine d'entreprises, d'écoles, de crèches, d'hôpitaux, de restaurants et d'institutions diverses d'ajouter des produits du commerce équitable à leur assortiment. La commune de Meyrin va encore plus loin : elle a adhéré au mouvement des villes en transition, qui regroupe des initiatives durables lancées dans le monde entier afin de relocaliser l'économie et de réussir le passage à l'ère post-pétrole.

Qui fait quoi dans le ménage ?

Un petit quiz pour savoir comment se partagent les tâches et les loisirs dans votre ménage. Avec votre compagne ou votre compagnon, remplissez le tableau ci-dessous :

Combien d'heures par jour consacrez-vous ...



1. à la prise en charge des enfants et d'autres membres de la parenté ?		
2. à la préparation des repas ?		
3. aux tâches ménagères, aux achats et au jardinage ?		
4. à vos activités professionnelles ?		
5. à l'organisation d'activités liées à votre profession ?		
6. à l'organisation d'activités liées à votre vie de famille ?		
7. à des loisirs actifs (sport, lecture, cinéma, etc.) ?		
8. à l'aide de proximité et au bénévolat dans une association ou à titre privé ?		
9. à la détente (lecture, télévision, ne rien faire, etc.) ?		
Total d'heures de travail non rémunéré :		
Total d'heures consacrées à d'autres activités :		

S'ENGAGER AVEC NOUS

Aider ceux qui passent à travers les mailles du filet

« Pour moi, les jours se suivent, mais ne se ressemblent pas », avoue Elisabeth Oberholzer. Depuis novembre 2012, cette femme âgée de 57 ans travaille comme assistante de paroisse pour les personnes âgées à Zollikofen (BE). « Je suis arrivée sur le tard dans le métier », explique cette maîtresse de travaux ménagers qui, lorsque ses enfants étaient jeunes, était bénévole dans sa paroisse. A 40 ans, elle a suivi une formation de travailleuse sociale avant de travailler auprès de diverses institutions, pour rejoindre finalement Zollikofen. « Ici, je peux utiliser tout le bagage que j'ai recueilli au fil de mon existence », se réjouit Elisabeth. Il s'agit non seulement de son amour du prochain et de son attachement à l'Eglise, mais aussi de ses talents de médiatrice et de multiplicatrice, qui lui permettent de jouer le rôle de catalyseur : « J'aime faire bouger les choses, mettre les gens en contact et aider ceux qui sont passés à travers les mailles du filet. »



« Les aînés ont l'impression d'être une charge », déplore l'assistante de paroisse Elisabeth Oberholzer.

Les personnes âgées sont de plus en plus nombreuses à manquer d'appui. « Ces dernières décennies, notre société s'est profondément transformée », dit Elisabeth. Elle pense notamment à l'évolution démographique, à l'augmentation de l'espérance de vie et à la fragilisation des familles. « Actuellement, les familles recomposées et les enfants vivant loin de leurs parents ne sont plus une exception », ajoute-t-elle. De plus, les personnes ont tendance à vivre le plus longtemps possible chez elles et sont souvent livrées à elles-mêmes. Le risque de solitude est grand. Lutter contre cette solitude, c'est l'une des tâches d'Elisabeth.

Dans son bureau, des dépliants annoncent ainsi des après-midis des aînés, des déjeuners pour personnes vivant seules, des sorties culturelles et un service de visite. Elisabeth tient à associer les aînés aux activités. « Ils se sentent ainsi valorisés et ont davantage confiance en eux », explique-t-elle. « Les aînés ont souvent l'impression d'être une charge et sont réticents à demander de l'aide. Malheureusement, notre société voit surtout dans la vieillesse un facteur de coûts », déplore-t-elle.

Elisabeth dispense aussi des conseils : « Surchargés de travail, les services sociaux n'ont plus guère de temps pour un entretien approfondi », explique-t-elle. Grâce à son intervention, un homme a trouvé il y a quelques jours une chambre à louer, au lieu de terminer dans un foyer d'accueil temporaire. « Notre Eglise prend encore le temps de prendre soin d'autrui », se félicite-t-elle. — Pascale Schnyder

Les droits des femmes : un moyen de sortir de la pauvreté

Dans de nombreux pays, les femmes ne jouissent ni de l'autodétermination, ni de l'égalité de traitement. Leurs voix ne sont pas entendues, leurs droits sont bafoués et leur travail n'est pas reconnu à sa juste valeur.

L'égalité est un des objectifs de *Pain pour le prochain* et *Action de Carême*. En Colombie, une société patriarcale où les femmes sont victimes d'une violence omniprésente, *Action de Carême* soutient des initiatives qui permettent aux hommes de repenser leur rôle et de modifier leur attitude.

Une approche similaire est appliquée en Inde et au Bangladesh, où des millions de couturières sont livrées au bon vouloir de leurs collègues et supérieurs masculins. *Pain pour le prochain* les aide à connaître et à faire valoir leurs droits.

L'égalité est indispensable pour sortir de la spirale de la pauvreté. Grâce à votre don, elle pourra progresser. Un grand merci !



Les droits que les couturières découvrent en jouant leur permettent de s'opposer à l'exploitation et à la violence.

**De tout cœur, merci
pour votre soutien !**

Pain pour le prochain et
Action de Carême -
ensemble pour une même cause

Pain pour le prochain
Avenue du Grammont 9, 1007 Lausanne
021 614 77 17, www.ppp.ch

Action de Carême
Avenue du Grammont 7, 1007 Lausanne
021 617 88 81, www.actiondecareme.ch

WWW.VOIR-ET-AGIR.CH



PAIN POUR LE PROCHAIN ACTION DE CARÊME



Foto: François de Sury

Pain pour le prochain et Action de Carême sont certifiées par ZEW0 depuis 1977 et 1969.



Le label de qualité atteste:

- d'un usage conforme au but, économique et performant de vos dons
- d'informations transparentes et de comptes annuels significatifs
- de structures de contrôle indépendantes et appropriées
- d'une communication sincère et d'une collecte équitable des fonds

